



## Déclaration commune Communiqué n° 1

Le 24 mai dernier le collectif départemental « Liberté, égalité, Fraternité, Service Public », réunissant organisations syndicales et associations, a tenu des assises du Service Public en Seine-Saint-Denis. Afin de s'inscrire dans une perspective de conquête et reconquête de secteurs de « l'en-commun » gérés par des services publics, les acteurs de ce collectif départemental se sont donné à l'issue de ces Assises, une feuille de route rythmée par un certain nombre d'initiatives.

**Le collectif décide comme première initiative, l'organisation prochaine d'un débat public sur la question de la gestion de l'eau.**

L'eau est un bien vital, fondamental, social, et un patrimoine commun à tous les êtres humains. Cette ressource unique ne peut être remplacée par aucune autre. Elle est aussi indispensable que l'air à la vie et elle participe à l'équilibre écologique, au maintien de l'environnement naturel, de sa diversité et de sa qualité. Aussi la politique de l'eau, gestion de la ressource, distribution et assainissement, doit s'inscrire dans une approche de développement durable qui permette que cette ressource réponde aux besoins actuels des populations et soit préservée pour assurer ceux des générations futures.

Le collectif engagé dans une action pour la reconquête des services publics en réponse aux besoins des populations, combat la marchandisation des biens publics essentiels et porte l'idée d'un service public de l'eau et de l'assainissement, pour s'opposer à l'appropriation de ce service par les grands groupes.

L'eau n'est pas une marchandise ! Sa gestion ne doit pas être une source de profit et ne peut plus être déléguée à des entreprises privées dont l'activité ne s'exerce pas en fonction du seul intérêt général.

Pour le collectif, la politique de l'eau doit reposer sur des principes fondamentaux, parmi eux :

- Etablir l'eau comme un bien commun universel, accessible de droit en quantité et qualité à chaque être humain ;
- Affirmer que l'eau relève du domaine public dans le cadre d'un service public de l'eau et de l'assainissement garantissant le droit à l'eau, à tous les citoyens
- Promouvoir et favoriser l'intervention démocratique participative des citoyens et des salariés, par une réforme des instances de gouvernance de tous niveaux qui permette la transparence de la gestion et associe tous les intervenants de façon équilibrée.

La question de la gestion de l'Eau a vivement animé les débats de la communauté d'agglomération EST ENSEMBLE. Cette communauté d'agglomération, la plus importante d'Ile de France, a toujours la possibilité de décider d'une gestion publique de l'eau. Le collectif invite les élus d'Est Ensemble à mettre en œuvre cette gestion publique, dans l'intérêt des populations. Au vu de l'importance de cette communauté d'agglomération ce choix contribuerait à faire grandir le mouvement pour la réappropriation de l'eau, bien commun de l'Humanité et représenterait un signal fort pour la promotion des services publics.